

IMMIGRATION EN EUROPE

En Europe, l'obsession de l'immigration

Les dirigeants européens de tout bord n'hésitent pas à emprunter les idées défendues par l'extrême droite

BRUXELLES - bureau européen

Depuis l'annonce par l'Allemagne, début septembre, du rétablissement des contrôles à ses frontières intérieures, l'Europe a remis au premier plan le débat sur l'immigration. Le premier ministre britannique travailliste, Keir Starmer, s'est rendu en Italie pour s'informer sur la politique migratoire restrictive de la présidente du conseil, Giorgia Meloni. Les Pays-Bas et la Hongrie ont officiellement demandé à la Commission européenne, mi-septembre, une dérogation pour ne plus participer à la politique migratoire commune en cas de révision des traités, tandis qu'en Autriche le sujet a dominé la campagne législative.

En France, à peine nommé au ministère de l'intérieur, Bruno Retailleau a annoncé, lundi 23 septembre, qu'il souhaitait mettre fin au « désordre migratoire », moins d'un an après la dernière loi restrictive sur le sujet, tandis que la première ministre danoise, la social-démocrate Mette Frederiksen, affirmait : « Nous devons malheureusement être très durs en matière d'immigration. » Désormais, résume-t-on à Bruxelles, il n'existe plus aucun tabou sur cette question.

Pourquoi un tel durcissement des discours, alors que les arrivées irrégulières ont baissé de 39 % depuis le début de 2024 (à 140 000 personnes) et que le million de demandes d'asile annuelles, certes à leur plus haut niveau, reste modeste au regard d'un continent de 450 millions d'habitants ? De droite comme de gauche, les dirigeants européens se sont raidis sur ce sujet et ils n'hésitent pas à emprunter les idées que l'extrême droite défend depuis quarante ans.

« UNE MANIÈRE DE POLARISER LE DÉBAT »
« D'un pays à l'autre, ces annonces sont souvent liées à des séquences électorales, note Matthieu Tardis, chercheur au centre de réflexion et d'action Synergies migrations. En Allemagne, le rétablissement du contrôle des frontières est intervenu après une lourde défaite du SPD [Parti social-démocrate] dans certains Länder face à l'AFD, le parti d'extrême droite, ainsi qu'après des faits divers tragiques [notamment l'attaque au couteau à Solingen par un réfugié syrien, le 23 août]. En France, la fermeture en matière de gestion migratoire est pour le nouveau gouvernement un marqueur politique fort. C'est devenu un totem et une manière de polariser le débat. »

Pour l'Allemagne et l'Autriche, « les récentes annonces sont la conséquence de dix ans d'accueil très important », rappelle Gerald Knaus, le président autrichien d'Initiative européenne de stabilité. Entre 2014 et 2023, l'Allemagne a accueilli 35 % des demandeurs d'asile en Europe, soit 2,5 millions de personnes, et reconne le statut de réfugiés à 1,4 million d'entre elles. C'est près de la moitié de tous les réfugiés accueillis en Europe ». L'Autriche a accueilli, en proportion de sa population, le plus important contingent de réfugiés. « Après de grandes vagues d'arrivées, vous avez toujours un contre-coup, un retour à une politique protectionniste. Cela a été le cas aux États-Unis après chaque grande vague migratoire », remarque le politologue Ivan Krastev, du Centre pour les stratégies libérales de Sofia.



Lors d'un sauvetage de migrants par le navire « Geo-Barents », affrété par Médecins sans frontières, en Méditerranée, le 20 juillet. DARRIN ZAMMIT LUP/REUTERS

Ces dernières années, si les Allemands et les Autrichiens ont respecté les règles européennes, d'autres pays, notamment ceux de première entrée (Italie, Grèce) ne l'ont pas fait, refusant d'accueillir des demandeurs d'asile qu'ils doivent théoriquement prendre en charge. La Hongrie a pour sa part été condamnée en juin à 200 millions d'euros et à une astreinte de 1 million d'euros par jour par la Cour de justice de l'Union européenne pour ne pas avoir proposé de procédure de protection internationale. De quoi susciter de la rancœur à Berlin et à Vienne contre les politiques de ces pays.

Le sujet est d'autant plus sensible que l'Europe a peiné à répondre d'une seule voix sur ce sujet. Depuis le début des années 2000, l'Union européenne (UE) a surmonté la crise financière, le Brexit ou la crise due au Covid-19, mais « elle n'a pas su résoudre de manière convaincante la crise migratoire de 2015. Elle n'a pas su monter sa valeur ajoutée sur ce thème », juge Sébastien Maillard, de l'Institut Jacques Delors.

Au printemps, elle a bien bouclé un pacte sur la migration et l'asile, un ensemble de règles communes pour mieux encadrer les arrivées de demandeurs d'asile à ses frontières, mais il ne sera pas appliqué avant mi-2026. De fait, souligne Gerald Knaus, « depuis dix ans, on parle de changer les règles, mais, dans les faits, il ne s'est rien passé et les partis d'extrême

« PROGRESSIVEMENT, LA MIGRATION N'A ÉTÉ PRISE QUE SOUS LE PRISME SÉCURITAIRE. CONSÉQUENCE, TOUT LE MONDE SE CONCENTRE SUR LA SEULE QUESTION DES ENTRÉES IRRÉGULIÈRES »

VIRGINIE GUIRAUDON
chercheuse au CNRS

droite ont prospéré ». Pour lui, le seul dispositif efficace a été l'accord entre Bruxelles et Ankara, qui a permis de fixer 4 millions de Syriens en Turquie. Depuis, la Commission a multiplié les accords migratoires, notamment avec la Tunisie et l'Égypte, à la fois très onéreux et qui entraînent souvent des violations des droits humains.

Néanmoins, quand il a fallu accueillir plus de 5 millions d'Ukrainiens chassés par la guerre, les Européens ont facilité leur installation dans le pays de leur choix, sans crise majeure. Malgré les discours antimigrants, « le sentiment relativement positif des Européens vis-à-vis de l'immigration ou de l'asile reste assez stable sur le long terme », constate Hélène Thiollot, politiste au CNRS.

Pour Virginie Guiraudon, chercheuse au CNRS également, c'est la façon dont l'Europe a construit sa politique migratoire qui peut expliquer l'orientation actuelle. « Depuis trente ans, les ministères de l'intérieur ont renforcé leur emprise sur ce sujet. Progressivement, la migration n'a été prise que sous le prisme sécuritaire. Auparavant, le sujet était abordé de manière bien plus large par les États, prenant en compte les aspects économiques, sociaux, démographiques ou diplomatiques. Conséquence, tout le monde se concentre sur la seule question des entrées irrégulières, une vision très partielle de ce qu'est l'immigration. »

Symétriquement, on demande aux « politiques migratoires de répondre à de nombreux problèmes, comme le chômage, l'insécurité, les divers trafics... Certes, ces sujets peuvent être liés, mais cela relève d'autres politiques publiques plus complexes et moins simples à appréhender qu'ouvrir ou fermer une frontière », juge encore la chercheuse. En réalité, estime Ivan Krastev, « aborder la question migratoire est une manière de répondre à une autre question, celle de la souveraineté territoriale. Un État doit montrer à son opinion publique qu'il peut maîtriser et contrôler ses frontières ».

EXTERNALISATION DES DEMANDES D'ASILE

Pour le politologue, le durcissement du discours sur la question migratoire répond aussi au vieillissement de la population européenne, qui perd confiance en elle. « Confrontés à l'arrivée de personnes d'autres continents, d'autres religions, les Européens voient progressivement leur environnement évoluer. Face à cette réalité, mal vécue par certains, les partis d'extrême droite rassurent, car ils leur promettent moins d'immigrés. En quelque sorte, en votant pour ces partis, ils migrent dans le passé. C'est un vote nostalgique. »

Les dirigeants européens qui multiplient les déclarations chocs affichent deux objectifs : l'arrêt de l'immigration clandestine et l'organisation d'une immigration choisie de travail. Sur le premier plan, tout est fait pour éloigner des côtes européennes les exilés qui cherchent à y entrer, qu'ils relèvent ou non du droit d'asile. Depuis le printemps, de plus en plus d'États font pression pour que la Commission travaille sur l'externalisation des demandeurs d'asile dans des pays tiers sûrs, sur le modèle que l'Italie développe avec l'Albanie. Les Européens espèrent dissuader les candidats tentant de rejoindre l'UE avec ces projets qui sont juridiquement complexes et particulièrement onéreux.

Le risque du durcissement des politiques migratoires, c'est le démantèlement de la législation nationale et internationale de l'asile et de la protection des réfugiés – et une atteinte à l'État de droit et à la hiérarchie des normes, qui veut que le droit national soit conforme aux droits international et européen. Depuis des années, la droite et l'extrême droite demandent, notamment en France, que le droit national en matière de migration prenne le pas sur les engagements internationaux. « Avec les débats actuels, conduit Sébastien Maillard, on ne voit pas où cela peut s'arrêter, tant en France qu'en Europe. » ■

SANDRINE MOREL
(MADRID, CORRESPONDANTE)

PHILIPPE JACQUÉ

En promouvant un discours inclusif, l'Espagne fait figure d'exception

« IL N'Y A PAS SI LONGTEMPS, l'Espagne était aussi un pays de migrants, et beaucoup d'Espagnols ont cherché ailleurs une vie meilleure, un destin qui leur était impossible dans leur pays », a rappelé Pedro Sanchez, lors d'une visite en Mauritanie, le 27 août. C'est une voix dissidente, portant un discours empathique et positif de la migration, que veut faire entendre le président socialiste du gouvernement, dans une Europe où elle n'est le plus souvent abordée qu'au prisme sécuritaire.

En Mauritanie, en Gambie et au Sénégal, où il cherchait des solutions à la crise migratoire que vivent les îles Canaries – le nombre de migrants y ayant accosté a doublé depuis le début de l'année, avec 27 000 arrivées –, M. Sanchez a vanté les bienfaits de l'immigration, à condition qu'elle soit légale. « La

contribution des travailleurs migrants à notre économie, notre système social ou à la soutenabilité des retraites, est fondamentale. Pour l'Espagne, la migration est synonyme de richesse, de développement et de prospérité, a-t-il souligné à Nouakchott. La migration n'est pas un problème, c'est une nécessité, qui implique certains problèmes. C'est pourquoi nous devons gérer de manière humaine, sûre et ordonnée le phénomène de la migration au bénéfice de nos sociétés respectives. »

« Migration circulaire »

Ce discours, alors que l'immigration est devenue la principale préoccupation des Espagnols, selon le Centre de recherches sociologiques, lui a valu les remontrances du chef de l'opposition, Alberto Núñez Feijóo (Parti po-

populaire, droite), qui a considéré « irresponsable » le fait « d'encourager un effet d'appel durant la pire crise d'immigration irrégulière ».

Pedro Sanchez souhaite offrir un horizon aux candidats au départ et un discours de tolérance aux Espagnols. Dans les trois pays africains, outre les programmes de coopération habituels, le chef du gouvernement a conclu des accords visant à développer la « migration circulaire ». L'idée, qui consiste à embaucher des travailleurs dans leur pays d'origine pour couvrir des besoins saisonniers dans certains secteurs, n'est pas nouvelle. Depuis 2000, il existe des programmes de migration circulaire entre l'Espagne et plusieurs pays, en particulier le Maroc, qui chaque année, envoie des milliers de femmes travailler dans les planta-

tions de fruits rouges d'Andalousie. Les personnes qui participent à ces programmes peuvent travailler jusqu'à neuf mois par an en Espagne, durant quatre années consécutives, au bout desquelles elles peuvent solliciter un permis de résidence de deux ans.

En 2022, le gouvernement a essayé d'incorporer dans ces programmes davantage de secteurs d'activité et de pays, de faciliter les démarches des employeurs et les possibilités de régularisation postérieures des employés. En 2023, 17 200 personnes étaient inscrites dans des programmes de migration circulaire. Depuis début 2024, ce chiffre a dépassé les 20 000, selon le ministère de l'Inclusion, la sécurité sociale et la migration. ■